

Discrimination à l'embauche
UNE CONDUCTRICE DE CAMION LOURD OBTIENT GAIN DE CAUSE

Montréal, le 21 février 2011 — À la suite d'une plainte déposée à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, le Tribunal des droits de la personne vient d'ordonner à une compagnie de transports de la région de Montréal de verser 10 000 \$ à une femme victime de discrimination à l'embauche.

Au mois de février 2008, cette femme a déposé une plainte à la Commission lorsque le principal dirigeant des compagnies Laurentian Shavings Products Inc. et Lanjay Peat Moss Inc., monsieur Bernard Wolinsky, a refusé de considérer sa candidature comme conductrice de camion lourd.

Selon la preuve retenue par le Tribunal, il lui a dit : « On ne prend pas les femmes ici. C'est très difficile pour une femme d'enlever la neige sur le toit des remorques. » De plus, le chef de l'entreprise a affirmé à l'enquêtrice de la Commission qui l'informait du dépôt de la plainte : « Je n'embauche pas de femmes, c'est ma prérogative. »

Dans sa décision, le Tribunal a conclu que la Commission avait réussi à démontrer, par une preuve prépondérante, qu'il y a eu refus de considérer la candidature de la plaignante parce qu'elle est une femme et que monsieur Wolinsky a porté atteinte au droit de celle-ci d'être traitée en toute égalité et avec dignité. Il a accordé à la plaignante des dommages moraux de 7 000 \$ et des dommages punitifs de 3 000 \$.

La plaignante, ayant pris connaissance d'une offre d'emploi dans les petites annonces d'un journal, recevait alors des prestations d'assurance-emploi. Elle s'était présentée au bureau des entreprises à Carignan pour y déposer son curriculum vitae. Alors qu'elle franchissait la porte du bureau de monsieur Wolinsky, celui-ci lui a fait savoir qu'il n'embauchait pas de femmes et il a refusé de lui accorder une entrevue. Elle avait obtenu son certificat en camionnage en 2003 et possédait cinq ans d'expérience comme conductrice à temps partiel travaillant pour le compte de plusieurs agences.

Le président de la Commission, monsieur Gaétan Cousineau, a rappelé qu'en 2009-2010, 52 dossiers reliés à la discrimination fondée sur le sexe ont été ouverts, dont 35 reliés au travail et plusieurs mettant en cause l'accès des femmes aux métiers non traditionnels. La Commission est aussi intervenue devant les tribunaux dans des dossiers de discrimination systémique concernant l'embauche des femmes à des postes non traditionnels.

-30-

Source : Patricia Poirier
514 873-5146 ou 1 800 361-6477 poste 358
patricia.poirier@cdpdj.qc.ca

News release
For immediate release

Hiring discrimination
A FEMALE TRUCK DRIVER WINS HER CASE

Montréal, February 21, 2011 — Following a complaint before the Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, the Québec Human Rights Tribunal has ordered a Montreal-area trucking company to pay \$10,000 to a female truck driver who was a victim of hiring discrimination.

In February 2008, the woman filed a complaint with the Commission when the owner of Laurentian Shavings Products Inc. and Lanjay Peat Moss Inc., Bernard Wolinsky, refused to consider her candidacy for a truck driver' job.

According to the evidence of the Tribunal, he told her: "We don't take women here. It's very difficult for a woman to remove the snow from the roof of the trailers." Moreover he told a Commission investigator who notified him of the complaint: "I don't hire women, it is my prerogative."

In its ruling, the Tribunal found that the Commission put forward preponderant evidence that Mr. Wolinsky had refused to consider the complainant's application because she was a woman and that her right to be treated with equality and dignity had been compromised. She was awarded \$7,000 in moral damages and \$3,000 in punitive damages.

Answering a classified advertisement, the woman, who was collecting employment insurance at the time, went to the companies' Carignan office to drop off her curriculum vitae. As she was shown into Mr. Wolinsky's office, he told her that he didn't hire women and did not interview her. The complainant had obtained her Class 1 driver's permit in 2003 and had five years experience working part-time for a number of transportation agencies.

The president of the Commission Gaétan Cousineau said that, 52 files of sex discrimination were opened in 2009-2010 of which 35 related to employment and several involved women's access to non-traditional jobs. He added that the Commission has also turned to the courts in cases of systemic discrimination involving the hiring of women in non-traditional positions.

-30-

Contact : Patricia Poirier
(514) 873-5146 or 1 800 361-6477 ext. 358
patricia.poirier@cdpdj.qc.ca